

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1719

**Artikel:** Le pourcentage de toutes les illusions  
**Autor:** Danesi, Marco  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024223>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le pourcentage de toutes les illusions

Marco Danesi

Le Conseil fédéral a fixé à 6% l'augmentation annuelle pendant quatre ans des fonds pour la formation et la recherche (21,2 milliards au total). Charles Kleiber, secrétaire d'Etat sur le départ, salue l'équilibre du message : il n'y a pas de perdant, même si tout le monde a quelque chose à regretter. Les Ecoles polytechniques se sentent un peu oubliées. Les Hautes écoles spécialisées, bien pourvues certes, mais toujours en quête de quelques centaines de millions manquants. Ou les Universités, otages des incompréhensions entre Berne et les cantons au sujet de leur financement.

De gauche à droite, à géométrie variable, on regrette la retenue du gouvernement. Seule l'UDC fait bande à part et fustige le principe même de la répartition des crédits. Les socialistes voulaient 10%, les radicaux 8%, au lieu du 4,5% initial décidé par le Conseil fédéral.

Les commentateurs dans les médias hésitent également entre un optimisme modéré et des critiques plutôt sévères. Le Temps redoute la «querelle des chiffres» qui pourrait occulter «les choix stratégiques et les réformes» en cours. La Tages Anzeiger doute en revanche que la hausse annoncée assure «la base d'un futur prospère pour la Suisse». Calculatrice à la main, en raison des coupes et des économies budgétaires passées et présentes, le quotidien zurichois réduit le pourcentage réel de la hausse à 3,5%.

Il y a six mois, Jean Christophe Schwaab écrivait dans nos colonnes : «La formation n'est plus une priorité, mais un banal sujet d'arbitrages budgétaires. De nombreux secteurs verront leurs moyens régresser, à l'instar de la formation professionnelle, qui aurait besoin d'au moins 6% d'augmentation pour seulement maintenir le niveau actuel». Le pourcentage promis fait office de slogan, plus que de véritable engagement, notamment face à la concurrence internationale.

Et surtout la rhétorique des chiffres, ces vingt milliards de plus, ne nous dit rien sur leur efficacité, sur leur capacité à bien former et à stimuler de la recherche de haut niveau. Et encore moins sur l'organisation des tâches et des branches, surtout dans un petit pays où les Universités, par exemple, se marchent sur les pieds, offrant des cursus semblables à quelques kilomètres de distance, en dehors parfois de toute coordination.